

Kumi Now - Semaine 28, du 28 avril au 4 mai 2019

MADA : Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias



Les journalistes palestiniens sont régulièrement l'objet de menaces de censure et de violences. De façon exaspérante cette censure est aidée et encouragée par des géants de la technologie comme Facebook, Twitter et YouTube. Le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA) lutte pour la liberté de parole et pour une presse libre et indépendante en Palestine. Voici ce qu'il vous faut savoir et ce que vous pouvez faire pour que nous puissions réagir et nous lever (Kumi !) ensemble.

Organisation

Le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias MADA a été créé en 2006 lorsqu'un groupe de « citoyens et journalistes » visionnaires et passionnés ont mis en commun leurs forces pour promouvoir et défendre le droit à la liberté d'expression et d'opinion. Pendant les deux premières années, MADA était animé exclusivement par des bénévoles et des militants qui estimaient qu'il était temps de changer les choses et dont le but était de venir en aide aux journalistes qui supportaient quantité de contraintes et d'oppressions dans l'exercice de leur activité professionnelle.

MADA est une organisation indépendante, non-gouvernementale et sans but lucratif. Le Centre, basé à Ramallah, est actif dans l'ensemble des territoires palestiniens. Il travaille

quotidiennement au développement des médias palestiniens et à la promotion et la défense des libertés des médias et de la liberté d'expression.

MADA se tient aux côtés des journalistes palestiniens pour surveiller et signaler toutes les violations de leurs droits, leur permettre d'élever leur voix et cesser de s'autocensurer. Il leur offre des conseils juridiques, défend leur droit à la liberté d'expression et d'opinion et leur droit d'accès à l'information. Il contribue ainsi au développement des médias palestiniens et à la promotion de la démocratie dans la société palestinienne.

Le développement de MADA s'insère dans un processus continu d'identification et d'étude des manques et des défis dans l'accès aux services des médias, et dans la protection de leurs données. Bref, le but de MADA est un service de médias libre et professionnel en Palestine.

MADA vous encourage à entrer dans son projet en faisant pression sur le gouvernement israélien pour mettre fin à la politique de surveillance de la presse et des journalistes palestiniens et annuler la loi Facebook israélienne qui permet à Israël de fermer toute page et tout rapport contestataires, palestiniens et autres.

Vous pouvez trouver le Centre Palestinien pour le Développement et la Liberté des Médias (en anglais) sur son site web <http://www.madacenter.org.>, sur Facebook <https://m.facebook.com/MadaCenterPS/> , Twitter https://twitter.com/mada_pal et YouTube <http://www.youtube.com/madacenter1>.

La situation

Dans la première moitié de 2018, on a pu constater un accroissement significatif du nombre des violations de la liberté des médias en Palestine. Il ne fait aucun doute que le meurtre des deux journalistes Yasser Murtaja et Ahmed Abu Hassan par des soldats de l'armée d'occupation israélienne alors qu'ils couvraient la *Grande Marche du Retour* est le témoignage le plus sérieux et le plus évident de la façon dont les forces d'occupation et les autorités israéliennes traitent les journalistes et les médias en Palestine.

Au cours de la première moitié de cette année 2018, il y a eu un total de 208 attaques israéliennes contre la liberté des médias de Palestine, soit une augmentation de 64% par rapport à la même période de 2017 où l'on avait compté 127 attaques. La gravité de ces attaques physiques ne réside pas seulement dans leur nombre mais aussi dans leur forme : 62 journalistes ont été touchés par des tirs à balles réelles, des balles en caoutchouc et des bombes lacrymogènes tirées directement sur eux. Plusieurs de ces journalistes ont été atteints par des balles explosives qui ont tué deux d'entre eux.

Négligeant les droits conférés aux médias et aux journalistes par le droit international, entre autres le droit à la protection et à l'immunité qui leur permet d'exercer librement leur activité, les autorités israéliennes ont fait des journalistes des cibles pour leurs soldats et leurs snipers. Ils font cela pour masquer les crimes commis par l'armée israélienne contre des manifestants palestiniens pacifiques qui ont participé à ces marches, et pour empêcher les voix palestiniennes de se faire entendre au niveau mondial.

Les meurtres de Yasser Murtaja et d'Ahmed Abu Hussein s'ajoutent à 41 autres meurtres de journalistes commis depuis 2000 par les forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. 17 journalistes ont été tués dans les seules attaques de 2014 sur Gaza. En outre, des douzaines de journalistes, hommes et femmes, ont été blessés au cours de ces attaques, certains d'entre eux restant handicapés à vie.

Le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias MADA estime que l'augmentation du nombre et la gravité des crimes commis par les soldats et les autorités de l'occupation israélienne contre les médias et les journalistes est le résultat direct de l'impunité

des membres de l'armée d'occupation et de ses officiers, du fait qu'il y a peu ou pas de sanctions contre les soldats qui commettent des crimes contre des Palestiniens. Cela a encouragé les forces d'occupation israéliennes à continuer à commettre de tels crimes, au point que ceux-ci sont devenus la nouvelle normalité.

Le cas de Yasmine Akram Al-Na'ouq, photographe indépendante

Le 14 mai 2018, la photographe indépendante Yasmine Akram Al-Na'ouq, âgée de 24 ans, a reçu une balle dans le dos et a été touchée par une bombe lacrymogène alors qu'elle couvrait les événements de la *Marche du Retour* à l'est de Jabalia dans la Bande de Gaza.

D'après l'enquêteur de MADA sur le terrain, Yasmine portait son uniforme de presse et s'était approchée à environ 200 mètres de la clôture frontalière pour couvrir les événements de la *Marche du Retour*. Mais, alors qu'elle avançait en photographiant des douzaines de manifestants dans ce secteur, elle ne s'est pas rendu compte qu'elle s'était rapprochée à environ 50 mètres de la clôture frontalière. Les soldats stationnés près de celle-ci ont alors déclenché un brutal tir de barrage à balles réelles. Une balle a frappé la journaliste dans le dos alors qu'elle prenait une vidéo avec une tablette. La tablette lui échappa des mains et se brisa. Elle venait à peine d'appeler à l'aide qu'un petit drone lança une trentaine de bombes lacrymogènes dont deux l'atteignirent dans le dos, l'une au milieu du dos, l'autre sur le côté.

Yasmine dit qu'elle a alors perdu conscience et ne s'est réveillée qu'en arrivant au poste médical de terrain dans le secteur Est de Jabalia, où elle entendit le médecin dire qu'il fallait la transporter à l'hôpital Al-Awda. Elle reperdit rapidement connaissance pour ne revenir à elle que tard dans la nuit à l'hôpital Al-Awda, alitée et entourée de sa famille.

Yasmine put quitter l'hôpital à 15h30 le jour suivant, le 15 mai donc, avec la recommandation du médecin d'éviter tout mouvement car cela risquait d'aggraver sa blessure. Le médecin lui demanda également de passer un scanner de crainte que les os n'aient été atteints. Mais il lui fallut attendre jusqu'au 7 juin pour passer le scanner en raison de l'affluence à l'hôpital Al-Shifa, submergé par les blessés des pacifiques *Marches du Retour*.

Yasmine dit souffrir encore de difficultés respiratoires et de maux de tête dus à l'inhalation de gaz, d'extrême fatigue et de mal de dos.

Action

Lorsque l'expression des désaccords et de la vérité est réprimée, la meilleure réponse consiste à crier plus fort vos désaccords et à diffuser plus largement la vérité. Facebook, Twitter et YouTube ont coopéré pour permettre au gouvernement israélien de contrôler et de censurer les contenus en ligne palestiniens. Cette censure a limité la possibilité pour les militants et les organisations de défense des droits humains de s'exprimer ouvertement et légalement, comme le permet le droit international. Et naturellement, il n'existe aucun accord semblable qui permettrait à la Palestine de contrôler et de censurer des personnes et des organisations israéliennes.

Pour cette raison, engagez-vous à diffuser chaque jour de cette semaine au moins un des bons et éclairants reportages ou articles de presse palestiniens produits (en anglais) par :

+972 Magazine : <https://972mag.com/>

Mondoweiss : <https://mondoweiss.net/>

The Palestine Chronicle : <http://www.palestinechronicle.com>

Palestine Square : <https://palestinesquare.com>

Quand vous diffuserez ces articles sur vos réseaux sociaux, merci d'ajouter un lien vers cette page du site web de Kumi Now grâce aux hashtags #KumiNow et #Kumi28.

Voici une liste d'articles que vous pourriez partager :

The barring of Christians in Gaza from celebrating Easter in Jerusalem (Les chrétiens de Gaza empêchés de célébrer Pâques à Jérusalem) (dans +972 Magazine).

The shooting a blindfolded and bound Palestinian 15-year-old boy. (dans Mondoweiss).

The shutting down of a boys' football tournament in Jerusalem (dans Maan).

A trinity of oppression (dans Palestine Square).

The prevention of 'foreigners and minorities' from visiting state Kindergartens in Israel (dans +972)

Israeli settlers attack Palestinian family in West Bank (dans PNN).

Un texte : L'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

MADA se réfère aux principes des Nations Unies sur les Droits Humains, et en particulier au droit à la liberté d'opinion et d'expression : « Chacun a le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Ce droit implique la liberté d'opinion et d'expression, le droit à ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de diffuser des informations par tous les médias, sans considération de frontières. »

Ressources (en anglais)

Rapports :

“The PCHR’s Silencing the Press: Document about Israeli Forces’ Attacks Against Media Workers and Media Institutions in oPt”:

<http://pchrgaza.org/en/wp-content/uploads/2016/10/Silencing-the-Press-2016.pdf>

“#Palestine 2017 Report: Palestinian online content targeted through mass surveillance, digital occupation and biased content moderation” de 7amleh: <http://7amleh.org/2018/04/03/press-release-palestine-2017-report-palestinian-online-content-targeted-through-mass-surveillance-digital-occupation-and-biased-content-moderation/>

Articles :

“Armed with a Camera in Gaza: Who is Yaser Murtaja?” de Middle East Monitor :

<https://www.middleeastmonitor.com/20180419-armed-with-a-camera-in-gaza-who-is-yaser-murtaja/>

“Palestine: IFJ accuses Israeli authorities of lies and cover-up” de la Fédération internationale de journalistes: <http://www.ifj.org/nc/news-single-view/backpid/1/article/palestine-ifj-accuses-israeli-authorities-of-lies-and-cover-up/>

“60 Attacks against Media Freedoms in Palestine during June” de MADA :

http://www.madacenter.org/report.php?lang=1&id=1802&category_id=13&year=2018

Sur Facebook et la censure de ce qui y est posté :

“Facebook Labels Palestinian Journalism ‘Hate Speech’” de Electronic Intifada :

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/facebook-labels-palestinian-journalism-hate-speech>

“Facebook Says It Is Deleting Accounts at the Direction of the US and Israeli Governments” de The Intercept : <https://theintercept.com/2017/12/30/facebook-says-it-is-deleting-accounts-at-the-direction-of-the-u-s-and-israeli-governments/>

“Facebook Shuts Down Palestinian Ruling Party’s Official Account” de Times of Israel :

<https://www.timesofisrael.com/facebook-shuts-down-palestinian-ruling-partys-official-account/>

“Palestinians Fight Facebook, YouTube Censorship” de Al Jazeera :

<https://www.aljazeera.com/news/2018/01/palestinians-fight-facebook-youtube-censorship-180119095053943.html>